

60 ANS D'ENGAGEMENT

Mars 2023 – N°93

Point d'?

FEMMES ENGAGÉES AU SUD. NAVIGUER ENTRE CHALLENGES ET SUCCÈS



©GETTY IMAGES

Sommaire

Relevons les défis pour atteindre le respect des droits des femmes

Haïti 1950, Nicaragua 1955, Ouganda 1962, Suisse 1971, les femmes de ces pays peuvent enfin voter. Des moments historiques qui ouvraient l'espoir et la voie vers l'égalité hommes-femmes.

Aujourd'hui, force est de constater que nous en sommes encore loin.

Dans le canton de Fribourg, au niveau politique, 6 hommes et 1 femme siègent au Conseil d'État fribourgeois, 14 syndics sont à la tête d'une des 125 communes fribourgeoises. Le constat du bureau de l'égalité et de la famille est sans appel : les femmes sont nettement sous-représentées au plan politique et exercent donc une influence moindre sur les règles et les lois de notre société. Pire encore, la dernière analyse réalisée consacrée à la représentation politique des femmes dans le canton de Fribourg en 1971 et 2018 démontre que la représentation des Fribourgeoises dans les instances politiques a tendance à stagner, voire même à reculer. La clé pour que cela change : encourager la relève féminine de manière permanente, à tous les niveaux, et bien en amont des élections.

En Suisse, une femme meure chaque deux semaines de la main d'un homme. Parce qu'aucune violence n'est admissible, ni tolérable, ni excusable, des concepts de lutte contre les violences au sein du couple et ses impacts sur la famille existent. La prévention ainsi que des interventions coordonnées entre les institutions publiques et privées des domaines du social, de la santé et de la justice ont réalisé des progrès substantiels dans la prise en charge. Un soutien et une meilleure protection des victimes, mais aussi une amélioration de la prise en charge des auteur·e·s de violence par des programmes socio-éducatifs aident à freiner et mettre fin aux cycles de violence.

L'égalité dans la vie professionnelle ? En Suisse, les femmes travaillent autant d'heures que les hommes, mais reçoivent moins d'argent. Elles consacrent plus de temps au travail familial et domestique, non rémunéré, et leur salaire demeure en moyenne plus bas pour leur travail rémunéré. Et malgré les moyens et les structures mis en place, l'égalité et l'indépendance financière des femmes ne peuvent pas encore pleinement se réaliser, ni actuellement, ni dans un futur proche. Pourtant, là aussi, des pistes existent pour atteindre l'égalité dans la vie professionnelle.

Quant à mon expérience de coordinatrice en charge du suivi des projets soumis à Fribourg-Solidaire, si le travail des organisations et les résultats obtenus sont remarquables quand on connaît les contextes difficiles dans lesquels elles œuvrent, la participation des femmes dans les projets n'y est à mon sens encore pas ou trop peu souvent abordée.

Alors même si, ici comme en Haïti, en Ouganda, en Nicaragua, les défis sont immenses pour atteindre, entre autres, l'égalité des chances, une vie libre de violence, une meilleure représentation politique des femmes comme boussole vers une société plus juste, c'est toutes et tous, ensemble, que nous pourrons les relever.

Cécile Hétault,
Ancienne volontaire et chargée de communication à GVOM
Actuelle coordinatrice auprès de Fribourg-Solidaire

Haïti

Meilleure représentation politique des femmes comme boussole vers une société plus juste

Eirene célèbre 60 ans de collaboration, d'apprentissages partagés et de SOLIDARITÉ, Bravo !

En tant qu'Haïtienne, le titre de ce numéro Femmes engagées au Sud. Naviguer entre challenges et succès me semble très évocateur et me fait immédiatement penser au sociologue portugais Boaventura de Souza Santos et à une afroféministe brésilienne Louiza Barrios. Pourquoi ?

Parce que de Souza Santos, affirme qu'il existe le Nord et le Sud mais que le Nord a son Sud et le Sud a son Nord. Ceci traduit le fait qu'il ne s'agit pas simplement d'une question géographique sinon des formes de pensée et d'existence. Le « Sud » pour lui est une métaphore qui désigne les formes de résistance et d'émancipation des exclus et exploités par le monde occidental, « les autres » dans une perspective eurocentrée, c'est à dire les groupes subalternes, ceux qui ont d'autres cosmovisions, des manières différentes de penser et de raisonner à partir d'autres réalités quotidiennes.


©Tania Pierre-Charles, CRESFED, Haïti, 2023

Dans ce sens, pour Barrios, l'expérience de chaque femme est sociale et historiquement déterminée. Pour nous en Haïti, notre histoire est marquée par le colonialisme, le capitalisme, le racisme avec sa nuance de pigmentocratie, le classisme et le sexisme comme axes constitutifs de la société et des systèmes d'oppression. Actuellement le pays est plongé dans une crise profonde et multiforme qui affecte particulièrement les femmes. Mais à l'intérieur de ce groupe qui est bien hétérogène, les conséquences ne se manifestent pas de la même manière pour chacune. Je peux dire que les marqueurs sociaux définissent, par exemple, la déshumanisation ou non et l'accès ou non à la santé des femmes haïtiennes. Ceci dans un contexte de profondes inégalités et de politique néolibérale ou les droits fondamentaux sont bafoués et la santé vue comme une marchandise : si on peut payer, elle est accessible, si non, elle ne l'est pas. Et la grande majorité ne peut pas payer. Cette même problématique se retrouve dans le domaine de l'éducation.

Les défis actuels sont énormes, certes. Le moment présent extrêmement incertain, douloureux et difficile. Mais en même temps, à mon avis, les perspectives sont prometteuses avec l'apparition de nouveaux acteurs sociaux et aussi d'autres formes innovantes et créatives de mobilisation sociale, de plaidoyer et de dénonciation. J'en veux pour exemple le Mouvement Petro-Caribe, né pour dire non au vol et à la corruption, mettant en place une vaste stratégie de dénonciation avec preuves à l'appui, du détournement de fonds publics par l'administration de Michel Martelly (2011-2016) du parti politique PHTK. La présence importante des femmes y était remarquable. Un autre exemple fait référence à l'émergence et à la consolidation depuis quelques années, à partir de connaissances situées de plusieurs organisations de jeunes féministes très actives, pour dénoncer, questionner, exiger le respect des droits des femmes et des filles. Le grand défi est d'arriver à faire converger avec imagination et créativité toutes les énergies pour s'attaquer de façon ferme aux inégalités et à l'exclusion vécues par la majorité des femmes haïtiennes, qui se trouvent au Sud dans la métaphore utilisée par Santos.

Il est clair que dans cette perspective, la participation politique des femmes est plus que jamais indispensable. Au-delà de son aspect symbolique, l'élection de l'afro-colombienne Francia Márquez comme vice-présidente de la Colombie en août 2022 illustre l'aboutissement de toutes ces luttes et surtout une victoire pour nous, pour toutes les femmes du Sud. L'espoir que suscite cette étape historique doit nous servir de boussole pour lutter en faveur d'une société plus juste, dans laquelle toutes ont accès à la santé, à l'éducation, à l'emploi et à la sécurité. Comme elle l'a si bien exprimé le jour de son investiture, cette lutte pour l'égalité et la réduction des violences faites aux femmes continuera « jusqu'à ce que la dignité devienne la norme ».

Tania Pierre-Charles,
directrice du CRESFED en Haïti
partenaire d'Eirene Suisse

Ouganda

Participation, inclusion et respect

Travailler sur le terrain dans des organisations locales en Ouganda peut parfois s'avérer être une expérience compliquée, surtout si vous êtes confrontée à la double tragédie d'être une femme et d'occuper un rang ou une position inférieure, tant le titre signifie tout. La supériorité patriarcale dans les ONG locales est encore une épée à double tranchant : d'une part, les hommes applaudissent l'émancipation des femmes sans forcément se rendre compte qu'ils font eux-mêmes partie du problème ; de l'autre, le silence et la soumission de la part des femmes continuent d'être considérées comme la plus haute forme de respect. Je me souviens très bien d'une discussion informelle avec un collègue masculin sur la domination masculine et les inégalités impliquées, au cours de laquelle il me dit sur le ton de la plaisanterie : «Tout le monde parle de cette histoire d'émancipation des femmes ici, mais la vérité sur le terrain restera toujours la même. Ne te laisse pas berner et sors-toi ça de la tête. Concentre-toi plutôt sur le fait d'être une bonne femme».

Ce n'était pas la 1ère fois que j'étais rappelée à ma place. Par tant d'hommes, mais bien sûr aussi de femmes ayant abandonné la lutte et accepté la règle « ne laissez pas l'éducation vous faire croire que vous avez les mêmes droits que les hommes ». Être une bonne femme selon un point de vue masculin, même au bureau, c'est être celle qui fait passer les besoins de l'homme en premier, qui ramasse les affaires de tout le monde dans le bureau ou arrange les sièges et nettoie les tables avant une réunion, celle qui ne se montre pas trop revendicatrice pour contester un point, donner son avis ou mettre en avant d'autres priorités de son agenda. Ainsi, on m'envoyait toujours faire des tasses de café, apporter un stylo, un verre d'eau et tant d'autres tâches qui « convenaient » à mon genre plutôt qu'à mon poste. Cela a fortement blessé mes rêves et ma vision de petite fille. Ayant grandi en temps de guerre, je m'étais promis d'être une main tendue pour ceux qui en ont le plus besoin, comme les volontaires de l'ONU ou du Programme alimentaire mondial qui mettent leur vie en jeu pour livrer de la nourriture aux personnes affamées confinées dans les camps de déplacés. La jeune moi était enthousiaste à l'idée de servir les gens. De l'extérieur, ces organisations peignaient l'image d'un monde harmonieux coordonné vers un but commun : «S'efforcer de faire en sorte que tous les êtres humains vivent libres dans la dignité et le respect de leurs droits».

J'avais tort ! L'obtention de mon diplôme universitaire n'était qu'une étape avant de m'engager dans un parcours encore plus difficile pour faire mes preuves dans le monde professionnel. En tant que jeune femme dans une ONG, il est facile de se faire avaler comme une proie, une menthe fraîche à mâcher et à cracher ou une pièce de rechange remplaçable, une parmi tant d'autres qui passeront la même porte, éduquée dans la logique que l'on n'a pas encore « gagné » sa dignité et ses droits, juste une autre femme qui ne devrait pas manger à la même table que les hommes mais qui peut rester là à attendre des ordres ou être consultée juste de manière symbolique.

Pour percer, il faut être sourde et aveugle aux injures, aux refus d'opportunités pourtant méritées, en insistant pour que l'on regarde votre CV et vos papiers, et non votre corps pris comme un étalage, attendant sagement le respect que vous auriez mérité si seulement vous aviez été de l'autre sexe. Voilà mon histoire : j'avais le cœur et la détermination, mais aussi besoin d'une plateforme et de personnes qui verraient mon potentiel, quelle que soit la dureté avec laquelle je me sentais rabaissée.


©Hashtag Gulu, Ouganda, 2023

Après 3 longues et difficiles années à essayer de faire mes preuves sans jamais abandonner, j'ai rencontré un volontaire d'Eirene, un collègue travailleur, persévérant et joyeux, qui croyait aux gens, s'intéressait vraiment aux capacités et aux personnalités de chacun·e et était prêt à écouter, comprendre et valider le fait que l'on avait le droit de ne pas être d'accord avec tout. C'était nouveau pour moi, je l'ai ressenti comme un sentiment de justice : si je devais recevoir un non, alors ça devait être un non avec une raison valable, de la compréhension et non par favoritisme ou pour des raisons personnelles. Un an plus tard, j'ai été convoqué à un entretien avec Eirene Suisse en raison de la bonne réputation que j'avais acquise. Ce fut enfin le début d'une certaine reconnaissance.

Dans les organisations locales en Ouganda, le titre est plutôt une arme, quelque chose qui fait peur et qui braque les équipes d'un rang inférieur dans l'organisation. Chez Eirene Suisse cependant, nous nous considérons tous comme des égaux. L'esprit d'équipe, la participation et la dignité sont primordiales, et les règles sont simples : tout le monde doit faire de son mieux, sur le même pied d'égalité et sans discrimination, pour contribuer au mieux au programme commun de construction de la paix. Les titres ne font que guider nos rôles et responsabilités, mais la porte est vraiment ouverte aux interactions et à la prise de décision conjointe, ce qui rend le travail agréable et épanouissant.

J'ai le privilège de pouvoir dire que travailler avec Eirene me soulage du « poids d'être une femme » parce que je suis traitée comme un être humain avant tout ! On m'accorde le respect, on m'offre l'égalité des chances, la dignité et le respect de mes droits. J'ai baissé ma garde et n'ai plus l'impression de devoir toujours être sur le qui-vive parce que je sais qu'on me voit au-delà de mon physique, qu'on me reconnaît pour mes capacités intellectuelles et qu'on me met au défi de manière égale. Cela m'a permis d'apprendre très facilement, de demander de l'aide, de recevoir des conseils, des directives claires et de faire plus d'efforts pour transmettre la même énergie dans mon travail. Tout cela pris en compte, je ne peux que me réjouir de la suite du voyage à venir aux côtés d'Eirene Suisse

Sharon Awor,
nouvelle coordinatrice locale d'Eirene Suisse pour la région des Grands Lacs

Nicaragua

La sécurité comme défi permanent pour toutes les femmes, ici ou ailleurs ?


©Mary Barreda, Nicaragua, 2022

C'est un matin comme les autres, je fais défiler les nouvelles des journaux indépendants du Nicaragua. Ce jour-là, une jeune fille et sa mère à Laguna de Perla regardaient la télé lorsque son ex petit-ami leur a tiré dessus. Un féminicide de plus, un crime par passion. Ou plutôt par domination… Il l'aimait en la frappant, elle est partie, il n'a pas supporté. Ce que certains hommes ne possèdent pas, ils le prennent de force… jusqu'à la vie des femmes.

Je dis certains hommes, car je crois en l'éducation et suis persuadée que la majorité des hommes peuvent être bons. Certains sont simplement engrenés dans un système qui ne correspond pas à un monde en paix.

L'organisation à but non lucratif « Catolicas por el Derecho a Decidir » mentionne que 67 femmes du Nicaragua sont mortes en 2022 par la main d'un homme. La Suisse, n'est pas épargnée : l'association Stop Femizid mentionne qu'une femme meure chaque deux semaines de la main d'un homme pour un total de 20 meurtres et 6 tentatives de meurtre en 2022.

Chaque jour, mes collègues tentent de prévenir ce genre de geste fatale. Ils promeuvent une vie libre de violence en offrant la parole non seulement aux femmes, mais également aux hommes, dans le but de restaurer les liens affectifs qui permettent de grandir au cœur de noyaux familiaux sains. Et petit à petit, ils parviennent à changer ce système patriarcal dans lequel hommes et femmes sont pris au piège.

Parfois, je me demande si sensibiliser et organiser des ateliers est suffisant. Probablement pas… mais ô combien nécessaire au Nicaragua.

Depuis les manifestations de 2018, les femmes n'ont plus le droit de crier leur révolte sur le nombre de féminicides ou de défiler dans les espaces publics lors de la journée internationale des droits des femmes.

En conséquence, enfoui en chaque femme, il reste ce cri… que l'on étouffe en tant que femme pour survivre à des situations intenables telles que la violence, le viol ou l'exploitation sexuelle commerciale. Car si on parle au mauvais moment ou à la mauvaise personne, c'est notre vie ou celle de nos proches qui sont menacées. Les femmes ne se prostituent pas par plaisir, mais par nécessité pour survivre.

Se taire et continuer sans crier… Cette même sensation qui me noue la gorge lorsque, pour la dixième fois de la matinée, un homme me siffle ou m'appelle « sa chose précieuse » à la volée, dans la rue. Je reste sans voix.

Et pourtant, il existe, ce cri au fond de mon ventre. Il est là, mais on l'étouffe par peur et souvenir des femmes que l'on abuse, viole, maltraite, violente, dénigre, ridiculise, et que l'on tue dans un silence effrayant. Je reste sans voix pour ne pas finir comme ces 67 femmes mortes.

En tant qu'organisation, on a appris à se taire, à ne plus crier, à sauver les activités que l'on arrive encore à faire. Ces petits pas, ces quelques ateliers, ce lien avec les personnes qui doit tenir coûte que coûte…

Les femmes du Nicaragua restent silencieuses parce qu'elles ne peuvent plus crier. En Suisse, on a encore ce privilège de pouvoir descendre dans les rues brandir nos pancartes pour revendiquer ce droit à une vie libre de violence au sein de nos familles, dans nos rues, dans nos emplois, dans nos loisirs et partout dans le monde. Alors, hommes et femmes suisses, je vous invite à crier haut et fort pour encourager toutes ces femmes qui doivent vivre dans le silence et pour éviter des répercussions qui peuvent être fatales.

Michèle Michaud,
volontaire d'Eirene Suisse au Nicaragua

Journal adressé aux sympathisant·e·s de l'Association Eirene Suisse

Faire un don :

Correspondance :
Rue des Côtes-de-Montbenon 28
1003 Lausanne
Tél. : 022 321 85 56
www.eirenesuisse.ch / info@eirenesuisse.ch

Versements :
Association Eirene Suisse
1200 Genève
CCP : 23-5046-2
SWIFT/BIC : POFICHBEXXX
IBAN : CH93 0900 0000 2300 5046 2

Rédaction : C. Hétault, T. Pierre-Charles, Sh. Awor et M. Michaud

Relecture : B. Collet

Mise en page : I. Aiello

imprimé en suisse
Imprimerie afiro
Chemin de Champ-Colomb 10
1024 Ecublens
021 637 24 00
imprimerie@afiro.ch
www.afiro.ch